

Sol et Civilisation

Édition 1996 La Lettre - numéro 1

EDITORIAL

La société française, comme beaucoup de sociétés industrialisées, vit sous le signe d'une triple rupture : rupture interne du milieu rural avec des zones équilibrées économiquement et socialement et d'autres, marginales, en voie de déséquilibre, rupture interne du milieu urbain matérialisée par l'éclatement entre les centres-villes et les banlieues qui deviennent souvent des ghettos d'exclusion, et rupture du dialogue et de la connaissance entre milieux ruraux et milieux urbains.

Pour améliorer l'état de la société, il est nécessaire d'effacer ces trois ruptures et favoriser l'humain. C'est ce que nous proposons. Chacun a sa mission. La Lettre est un journal de la vie sociale et culturelle. Elle est ouverte à tous et à toutes. Elle est un dialogue continu. Nous devons nous ouvrir à tous et à toutes. La France a la chance d'avoir, comme nous, des lieux où l'humain est au centre. C'est sur ces bases que nous réfléchissons et engageons nos actions. Sol et Civilisation est un journal de la vie sociale et culturelle. Elle est ouverte à tous et à toutes. Elle est un dialogue continu. Nous devons nous ouvrir à tous et à toutes. La France a la chance d'avoir, comme nous, des lieux où l'humain est au centre. C'est sur ces bases que nous réfléchissons et engageons nos actions.

Au fil des pages...

L'Éditorial de Raymond Lacombe
Pour un État moderne en France
par Jacques Focard
Emploi rural : description des jeunes
par Dominique Ollagnon
L'outil patrimonial : un nouvel outil
par Dominique Ollagnon
"Les pays au cœur des initiatives locales"
par Caroline Audouzeau

ISSN 1252-9417

Sol et Civilisation

LA LETTRE
ISSN 1252-9417

LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES EN MILIEU RURAL Un défi territorial

3-4

A L'ECOUTE DES TERRITOIRES...

Le Pays COUSERANS

La communauté de communes du Plateau de MONTBAZENS

L'expérience de la Coopérative SICASEL

LA GESTION TERRITORIALE DES EMPLOIS ET DES COMPÉTENCES Un levier pour le développement local

N° 49

Juillet 2006

Sol et Civilisation

LA LETTRE
DECEMBRE 2011
N° 49

20 ans de débats et de rencontres Retour sur les 20èmes Assises



Discours d'ouverture de Jean-Paul Delevoye

Président du Conseil Economique Social et Environnemental

Fin ou renouveau des campagnes ?

Intervention de Philippe Verrier, Président de la Région Ile-de-France

Le territoire, acteur du XXIème siècle ?

Intervention d'Anne-Claire Vidal, Dominique Ollagnon, Jean-Paul Clavel, René Copier

Sol et Civilisation, nostalgie ou projet d'avenir ?

Intervention d'Antoine Lecomte, Les Gues, Pierre-Olivier Phipps, Claire Babin, Dominique Ollagnon

Discours de clôture de Jacques Delors

Président Fondateur de Notre Europe

Parutions anniversaire, 20 ans de Sol et Civilisation et 30 ans de Feri

ISSN 1252-9417

Sol-et-Civilisation.fr, un site à découvrir

50ÈME

Quelle place pour les territoires ruraux ?

Article paru en 2003, par Paul Houée, Association promotion des Pays de Bretagne

4

Le projet socio-politique du développement durable

Article paru en 2001, par Henri Ollagnon, professeur titulaire à l'AgroParisTech

7

L'agriculture, le renversement anthropologique

Extrait du Cahier 4 en 2011, par Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS

9

Préserver les lieux où peut se créer le lien social

Article paru en 1997, par Raymond Lacombe, Fondateur de Sol et Civilisation

12

La subsidiarité est une question d'actualité

Article paru en 2001, par Jacques Delors, Président Fondateur de Notre Europe

14

Tribunes Libres « Spéciales 20 ans de S&C »

Par Pierre Méhaignerie, parrain de S&C

Par Daniel Prieur, Président du GMR

17



50 ÈME ÉDITORIAL

Michel LEDRU, Président de Sol et Civilisation

Chers amis, chers lecteurs,

Voici la cinquantième Lettre de Sol & Civilisation. Cette publication qui accompagne nos travaux depuis 1996, au fond ocre très reconnaissable, a trouvé progressivement sa place. Elle est aujourd'hui diffusée à plus de 4500 exemplaires à rythme trimestriel. Elle connaît depuis peu une autre vie sur notre site Internet où certains numéros sont téléchargeables et où bientôt l'ensemble des articles publiés seront regroupés dans une base documentaire multi-thématique.

Raymond Lacombe, notre président fondateur, formait le vœu dans ses premiers éditoriaux que notre Lettre puisse être un espace ouvert aux idées et aux expériences, une espace de débat sur la ruralité, les territoires et plus globalement une réflexion à visée humaniste sur l'évolution de notre société. Cette société, nous disait-il, « dans sa marche forcée toujours plus rapide, déstabilise les groupes et les individus. La peur du lendemain, le risque de la perte de son emploi, les entreprises sur le qui-vive... tout cela crée un climat d'inquiétude et d'interrogation sur l'avenir. Il est nécessaire de redonner des perspectives. La place de l'homme, de sa responsabilité, de son rôle social et convivial doit, pour ce faire, revenir au centre des débats ». C'est, avec cette ambition, que près de 250 articles ont été publiés depuis ; ce sont plus de 150 auteurs qui ont ainsi participé à ces débats livrant leurs réflexions, analyses et témoignages. Qu'ils en soient tous remerciés.

Dans cette période de débat démocratique où chacun cherche à proposer un chemin pour l'avenir de notre pays, nous avons souhaité saisir l'occasion d'un numéro spécial pour réaffirmer nos fondamentaux et remettre en perspective quelques textes qui ont marqué nos colonnes. Nous reviendrons ainsi dans les pages qui suivent sur des thématiques qui nous semblent importantes : la place du rural et de l'agriculture dans nos sociétés, le développement économique et la vie démocratique dans nos territoires. Nous espérons, ce faisant, éclairer des débats essentiels pour demain comme la nature du développement, l'organisation de nos territoires, la subsidiarité dans les niveaux de responsabilité. Ces thèmes me semble-t-il répondent en effet à trois grands enjeux que je voudrais, en guise d'introduction, souligner.

Il y a d'abord un enjeu rural. En France, l'opposition entre le rural et l'urbain semble aujourd'hui à première vue largement dépassée. Nous vivons dans une société de plus en plus intégrée où une grande partie de ce qui faisait la spécificité de ces espaces est en train de s'atténuer. Les modes de vie sont désormais proches et nos territoires sont davantage interconnectés. Il n'en reste pas moins que s'exprime depuis quelques années un intense « désir de campagne ». L'exode urbain, la périurbanisation - phénomènes majeurs de la dynamique démographique actuelle - sont certes encouragés par des logiques économiques (prix des logements moins chers) et sont favorisés par une capacité de mobilité accrue mais ils révèlent, me semble-t-il, un besoin profond pour chaque individu de se relier de nouveau au vivant, de retrouver des horizons, de sentir le temps des saisons, bref de retrouver la terre pour ne pas se perdre dans un monde de plus en plus artificiel. Je reste convaincu que l'homme ne pourra durablement vivre et s'épanouir ni en « hors sol » ni hors du temps réel. Le territoire rural reste, de ce point de vue, un point d'ancrage et de relations fondamental. Trop souvent encore, l'espace rural est vu comme une réserve foncière des aires urbaines, il est temps de positiver sa différence et de mieux penser sa complémentarité avec la ville.

Il y a ensuite un enjeu territorial. Face aux crises économiques, politiques et environnementales qui secouent notre planète, nos états et nos communautés, le territoire apparaît comme un espace de projets d'avenir pour agir à la bonne échelle. C'est d'abord un lieu d'innovation collective où peuvent être mis en synergie des entreprises et des projets, c'est aussi un espace pour agir ensemble notamment autour des problématiques des ressources naturelles qui demande à diverses parties prenantes de s'associer plutôt que de s'ignorer, c'est enfin un lieu de respiration démocratique où peuvent s'articuler positivement démocratie participative et démocratie représentative. Au-delà du développement local, qui fait du lieu un creuset pour se différencier, le développement territorial qui est plus large apparaît donc de plus en plus comme un espace "médian" stratégique entre le local et le global, un nœud dans un système de relations toujours plus complexes pour favoriser un développement équilibré. C'est donc l'ambition du développement territorial que de conjuguer développement économique, progrès social et gestion de l'environnement. Il doit résolument être encouragé.

Il y a enfin un enjeu de civilisation. Nous vivons simultanément des mouvements contraires qui peuvent se détruire l'un l'autre : la liberté individuelle et les exigences collectives, le local et le global, l'unité et la diversité, l'économie et l'environnement. Comment conjuguer positivement ses forces plutôt que de les subir ? Les territoires ruraux, par leur nature même, par les hommes qui les animent, les projets qui les irriguent sont souvent aux avant-postes de cette ambition. Il est dommage que ces derniers soient alors vus comme de simples espaces récréatifs à entretenir. Mieux accompagner les expérimentations territoriales en milieu rural pourrait ainsi davantage inspirer nos sociétés en recherche de durabilité. L'Europe et la France ont la chance d'avoir un immense espace rural vivant, c'est leur identité, cela peut être une force dans la mondialisation, pour peu qu'elles en fassent un véritable atout de développement.

Chers amis, chers lecteurs, je vous souhaite une bonne lecture.

Quelle place pour les territoires ruraux ?

Par Paul Houée, Association Promotion des Pays de Bretagne

Article publié en 2003

De solides analyses soulignent l'ampleur des mutations qui traversent les espaces ruraux, la grande diversité des situations et des évolutions, la nécessité de politiques régionales adaptées à cette transformation. Entre des territoires de plus en plus urbanisés et des espaces naturels à protéger à tout prix, y-a-t-il encore place pour un développement rural capable d'une dynamique complémentaire du développement urbain ?

Face à ces défis, les lois et décrets sur le développement rural ne sont trop souvent d'un décevant catalogue de mesures ponctuelles, parfois utiles, puisées dans les tiroirs des différents ministères en réponse à leurs clientèles habituelles. Les ruraux ont besoin d'un message beaucoup plus fort, clair et cohérent pour se situer dans un monde qui se cherche de nouveaux modes de vivre ensemble.

L'avenir des territoires ruraux dépend de l'articulation qui sera trouvée entre les trois fonctions principales que la société du XXIème siècle attend de ses campagnes :

- Un espace économique à valoriser ;
- Un espace naturel à protéger ;
- Un espace résidentiel à aménager.

Un espace économique à valoriser

Même si la vie économique tend à se concentrer et à dépendre des agglomérations urbaines, les campagnes et les petites villes qui en vivent restent le support fécond de multiples activités économiques qu'il faut valoriser et mettre en synergie.

L'agriculture et l'agroalimentaire demeurent en général le socle de cette économie, mais devrait s'adapter au contexte mondial et européen, aux contraintes de l'environnement, aux nouvelles demandes sociales. Il s'agit moins d'augmenter encore les volumes de production que

d'améliorer la qualité, la sécurité et la diversité des produits, leur présentation et leurs modes d'usage, pour répondre à la grande mobilité des attentes des consommateurs qui veulent se nourrir à leur guise. Pour cela les différents types d'agriculture alternative (agriculture durable, biologique, fermière) doivent disposer de la même reconnaissance et des mêmes soutiens que le mode de production dominant amélioré par l'agriculture « raisonnée ».

« Les entreprises et les territoires selon s'ils savent organiser leurs relations, rendre attractifs leurs atouts et leur cadre de vie. »

Si l'emploi agricole ne cesse de se réduire, l'emploi rural non agricole a progressé de 8% depuis 1990. L'espace rural est le terreau privilégié de l'artisanat, des PME dont on sait la créativité et la souplesse d'adaptation dès qu'elles disposent des moyens appropriés. S'y développent aussi les entreprises qui valorisent les ressources locales, les savoir-faire rénovés, les activités polluantes ou consommatrices d'espace, les unités sous-traitantes ou délocalisées à la faveur des nouvelles technologies, notamment les énergies renouvelables à partir des ressources naturelles et de la biomasse, surtout les services tertiaires liés à la population résidente ou de passage. L'écart se réduit entre les avantages liés à la concentration urbaine, les coûts supplémentaires qui en résultent et les économies de dispersion, les terrains, les « aménités », les « plus-values rurales » que pourront offrir les campagnes. Elles assurent plus de 20 % de l'emploi français. La mode est aux systèmes productifs locaux, aux bassins d'emploi bien organisés où se croisent les logiques d'entreprise et les démarches territoriales dans un climat de confiance et de mutualisme, autour d'un dynamisme de projet alliant les priorités du moment et les orientations à terme. Gagnent ou

perdent ensemble les activités, les entreprises et les territoires selon s'ils savent organiser leurs relations, rendre attractifs leurs atouts et leur cadre de vie.

Un espace naturel à protéger

En moins d'une génération, un renversement de tendance s'est opéré dans les mentalités françaises : la campagne n'est plus le « trou » que l'on fuit pour la ville lumière, mais le cadre agréable dont on rêve pour compenser les nuisances urbaines, en étant plus sensible à ce que l'on voudrait y vivre qu'à ce qu'on y fait : la campagne est mise en désir, offerte en spectacle, parfois loin des sources qui en font la richesse. Cet évident désir de nature ne doit pas aboutir à un aménagement artificiel de l'espace à des fins commerciales, ni à un espace sauvage, intouchable, sacralisé. L'homme contemporain, passionné par les prouesses du virtuel, le choc des émotions et une mobilité sans limites a besoin s'immerger dans les forces et les rythmes d'un vivant jamais totalement rationalisé, toujours ouvert à l'inédit, à la sobre ivresse de la vie. Il ne peut vivre constamment ni « en hors sol », ni dans le « tout de suite ».

La société, souvent sevrée de ses attaches rurales, est en quête d'authenticité, de ressourcement de ses valeurs et de ses symboles à partir de racines solides, de lieux de respiration et de convivialité.

Il en coûterait plus à la collectivité financièrement et humainement de maintenir ou de réveiller artificiellement des campagnes à l'abandon plutôt que d'y favoriser des activités porteuses de vie pour l'ensemble de la société.

Aux ruraux, en particulier aux agriculteurs d'être les gestionnaires, les pédagogues du vivant. Ruralité et urbanité ne sont pas deux phases successives ou opposées, mais les deux jambes d'une civilisation qui choisit de grandir.

« La campagne n'est plus le « trou » que l'on fuit pour la ville lumière, mais le cadre agréable dont on rêve pour compenser les nuisances urbaines (...) »

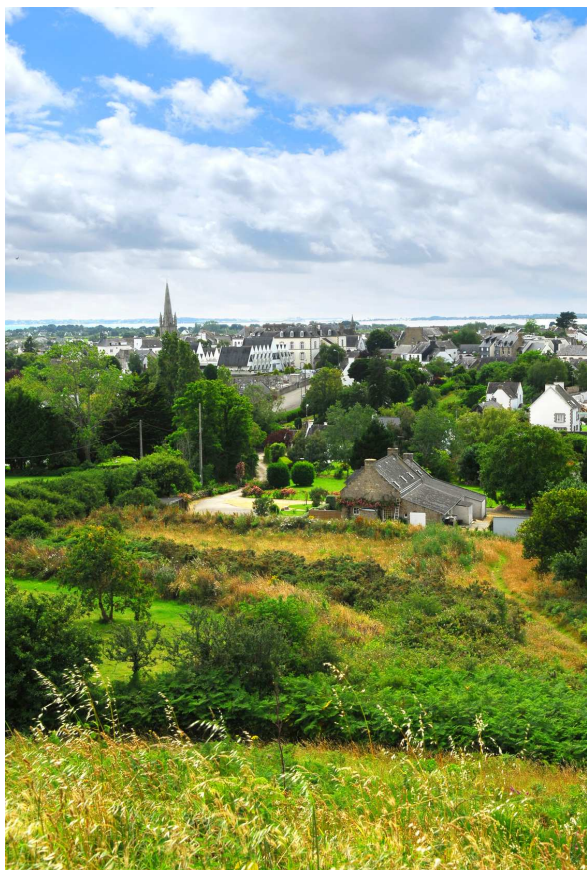


« Aux ruraux, en particulier aux agriculteurs d'être les gestionnaires, les pédagogues du vivant. »

Un espace résidentiel à aménager

C'est désormais la fonction majeure, celle autour de laquelle peuvent s'agencer les attentes de la société. A l'exode rural a succédé l'étalement urbain. Si quelques 500 cantons ruraux continuent de régresser, globalement les campagnes françaises retrouvent leurs effectifs de 1962 en progressant plus que les centres urbains, mais avec de profonds changements socio-professionnels : les ménages actifs agricoles représentent moins de 8 % de la population rurale, 20 % si l'on y joint les salariés en progression et les retraités agricoles plus nombreux que les actifs.

En Bretagne, les campagnes comptent 43% d'ouvriers employés et professions intermédiaires, 37% de retraités et 20% d'agriculteurs, artisans, commerçants. On peut surtout différencier trois ensembles selon leur rapport au territoire : les « navetteurs » qui effectuent le trajet quotidien domicile-travail (les bretons font chaque jour 10 millions de kms pour aller au travail), les actifs sédentaires qui vivent et travaillent dans la même commune, enfin les retraités qui jouent un rôle croissant dans la vie locale.



« L'avenir des territoires ruraux dépend (...) autant de leur capacité à s'organiser entre eux et avec les agglomérations, entre les élus des collectivités, les acteurs de la vie économique et sociale, les réseaux de la formation et de l'animation associative et culturelle. »

Ces différents groupes partagent les modèles et les besoins de l'ensemble de la société, mais ont des situations spécifiques qui appellent des réponses appropriées : les équipements et services publics et privés qui leur assurent comme en ville qualité, sécurité et liberté de choix, mais aussi proximité et accessibilité.

C'est dans la prise en charge de ces équipements et services par les habitants, leurs élus et leurs réseaux associatifs, que se forge une dynamique commune, que l'on apprend à vivre ensemble « égaux et différents » (A. Touraine).

Pour cela, a la campagne plus encore qu'en ville, il n'y a pas de modèle unique : à l'Etat et ses relais de fixer les orientations, les grands équilibres et solidarités, les règles du jeu et les dotations financières; aux collectivités territoriales de les adapter aux besoins locaux, à l'écoute et avec la participation des habitants, dans une démarche de projet territorial débouchant sur des relations contractuelles entre partenaires.

À l'État et à l'Union européenne de définir les grands choix qui dessinent l'avenir ; à chaque région dans le cadre de son schéma d'aménagement et de développement, à chaque pays dans sa charte de territoire d'élaborer l'articulation qui lui convient entre les trois grands types de fonctions brièvement présentées ci-dessus.

Pour beaucoup de territoires ruraux, les activités agricoles et alimentaires resteront la base de l'organisation collective, mais devront composer avec les fonctions résidentielle et environnementale ; ailleurs, ce sont les fonctions de nature et de ressourcement qui prévaudront, sans exclure des poches d'activités ; ailleurs, la fonction résidentielle principale supposera l'accès de tous à des cadres de qualité, l'espace offrant l'autonomie et la participation de chacun.

L'avenir des territoires ruraux dépend, pour une grande part, de la manière dont l'armature urbaine saura organiser ses relations entre grandes et moyennes agglomérations, avec leurs relais et leurs espaces ruraux. Mais il dépend autant de la capacité des territoires ruraux à s'organiser entre eux et avec les agglomérations, entre les élus des collectivités, les acteurs de la vie économique et sociale, les réseaux de la formation et de l'animation associative et culturelle.

- Au niveau local de la commune et de la communauté, base de la démocratie.
- Au niveau des pays, espaces de solidarité ville-campagne, de concertation entre élus, responsables socio-professionnels et relais de la population.

C'est l'ambition du développement durable et solidaire de conjuguer à tous les niveaux développement économique, progrès social et sauvegarde de l'environnement pour l'avenir : les territoires ruraux ne manquent pas de chantiers où s'élabore cette avancée d'humanisation. ■

Le projet socio-politique du développement durable

Par Henri Ollagnon, professeur titulaire à l'AgroParisTech

Article publié en 2001

La notion de développement durable est apparue autour des années 1990. Personne n'ayant dit comment appliquer cette approche positive de la prise en compte de l'écologie, de l'économie et de la société, ce concept a rapidement pris le caractère d'un mot valise. C'est donc surtout un mot dont il faut définir le contenu sémantique au fil des actions.

Les problèmes du vivant et de la gestion de la complexité

Les accidents brutaux comme Tchernobyl ou la vache folle ; les problématiques de la relation de l'homme à l'environnement et la nature ; les crises de l'ambiance des villes ; voilà autant de questions qui se posent aujourd'hui de façon éclatée, mais également de façon très convergente à tous les acteurs publics et privés. C'est comme si le vivant déstabilisait les fondements de l'économie et les fondements de la société. Nous parlons ici de déstabilisation parce que ce n'est pas forcément négatif. Il s'agit davantage d'une crise au sens grec du terme *crisis* : le moment où change le cours des choses. Cette déstabilisation a donc plusieurs aspects et l'un des aspects les plus importants est que l'émergence des problèmes liés au vivant, c'est aussi savoir comment gérer des questions complexes.

Cette émergence de la complexité bouscule notre culture, notre mode, notre façon de poser des problèmes. Depuis peut-être 5000 ans avant JC, avec l'apparition de l'Etat, nous avons construit un mode de réduction légitime du complexe en imposant des catégories scientifique, économique et juridique, que nous reconnaissons tous et avec lesquelles nous pouvons travailler ensemble. Or, les catégories de l'économie, les catégories de la science, les catégories du droit sont déstabilisées par ces réalités du vivant qui les traversent. C'est ainsi qu'aujourd'hui nous avons une perception intime des questions du vivant mais une très grande difficulté pour avoir une action sociétale ou entrepreneuriale.

Cette crise du vivant se vit de façon complexe. Elle met en jeu de multiples acteurs qui forment une sorte de système complexe et multi-acteurs qui est tout à la fois la source du problème et le lieu de la solution. Malheureusement, quand une crise se vit sur un territoire, il est très difficile de reconnaître qui est concerné et qui peut agir. Cela détruit une vieille construction « romaine » que nous avons à l'esprit où tout ce qui n'est pas individuel est collectif et où l'Etat est le garant des équilibres. C'est donc le cœur de nos institutions qui est déstabilisé.

Le plus souvent, la question posée est : « comment se fait-il que l'on n'arrive pas à traiter ces problèmes ? ».

Nous voyons certes qu'il y a des acteurs politiques de différents niveaux mais la société ne trouve plus de champs de rencontre, de communication, de négociation et donc ne sait plus faire émerger un dessein commun que chacun des acteurs jugera suffisamment solide et acceptable pour l'investir. Dans cette optique la question du vivant est certainement l'occasion de refonder le développement durable, de refonder le mode d'agir et de vivre ensemble. Essayons de le mettre en exergue...

La question du vivant : l'occasion de refonder le développement durable

Jusqu'à présent, deux approches de la gestion du vivant ont prédominé. L'une, fondée sur la réduction légitime (scientifique, économique et juridique) du complexe, considère que pour se maintenir on peut laisser courir le vivant. Cette approche admet le laisser-faire même si le vivant se dégrade. Une autre démarche cherche en retour à contraindre, à mettre des normes parce que le vivant se dégrade. Petit à petit, cette logique construit une réduction systémique de la liberté des individus et engage ainsi un processus dangereux. D'une part le vivant devient un signe de contrainte et non de convivialité et, d'autre part, on réduit

objectivement la liberté des hommes et de façon systémique tout ce qui est complexe. Et de plus le processus de désimplification des acteurs les plus proches du vivant est lui-même systémique et décalé dans le temps et l'espace. Or l'histoire du monde nous a montré que la seule démarche satisfaisante, c'est avant tout une démarche de prise d'initiatives multiples conduisant à une prise en charge active du vivant. Par conséquent, comment stimuler cette prise en charge ? En travaillant cette question dans les années 70, j'ai proposé la notion de patrimoine, dans une visée stratégique. Il s'agit en effet de considérer que chacun de nous, dans un univers complexe et évolutif qui est le nôtre, prend dans le monde qui l'entoure un ensemble d'éléments matériels et immatériels qui l'aide à s'adapter, à maintenir son autonomie, son identité et sa capacité d'adaptation dans le temps et dans l'espace. L'idée simple de la démarche patrimoniale, c'est de dire : « comment ce « patrimoine » individuel peut rencontrer d'autres patrimoines et permettre ainsi une prise en charge d'ensemble ? ». Nous sommes devant une question majeure de l'humanité. Cette prise en charge de la nature ne peut se faire qu'en patrimoine devenu commun.

La question qui nous est posée est donc la suivante : comment, tous ensemble, dans cette communauté patrimoniale, peut-on prendre en charge et piloter la gestion du vivant ? La question de fond est d'arriver à permettre aux différents acteurs publics et privés d'avoir les moyens d'aborder ces problèmes complexes et multi-acteurs et de les résoudre, c'est-à-dire de mettre au point des contrats qui permettent à différents acteurs, publics ou privés, d'explorer ces situations sans prendre trop de risques.

« La gestion du vivant nous montre une nouvelle voie pour le développement durable, une voie qui nous amène à nous ouvrir au niveau mondial. »

Le mode de développement durable : un choix politique de société

La gestion du vivant nous montre une nouvelle voie pour le développement durable, une voie qui nous amène à nous ouvrir au niveau mondial. Le type de développement durable est donc une question socio-politique majeure !

Si l'on souhaite que des gens soient pleinement gestionnaires de la complexité, il faut d'abord les sécuriser, c'est-à-dire les aider à s'organiser pour gérer ensemble des patrimoines reconnus comme communs. Cela se fera à partir de méthodes concrètes, de procédures stratégiques standards pour agir de façon contractuelle. Cela engage la responsabilité politique des élus, qui sont souvent les seuls à même de permettre l'éclosion de la prise d'initiative et de donner à l'ensemble des acteurs de la société locale, nationale, internationale, une sorte de quitus de légitimité.

Il y a aussi un problème de choix de société, de choix socio-politique. Je suis convaincu que l'on peut avoir, aujourd'hui différentes formes de développement durable qui satisferont beaucoup de personnes sur le plan de l'écologie, de l'économie mais qui peuvent ne pas satisfaire l'homme sur le plan de sa destinée, de ce qu'il est lui-même. Aujourd'hui se construit l'organisation planétaire de l'humanité et le positionnement non seulement des hommes mais aussi des idées, des valeurs, des façons de concevoir la personne humaine. Je pense que nous, français, avons quelque chose à apporter dans ce débat où il s'agit de concilier nos valeurs universalistes de liberté, d'égalité, de fraternité avec la réalité des processus intégrateurs du vivant. Il y a donc, d'un côté, nos valeurs et, de l'autre, les réalités du vivant qu'il nous faut harmoniser. Être réaliste, c'est poser cette question de société dès aujourd'hui. ■

L'agriculture, le renversement anthropologique

Par Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS

Extraits de la contribution de Dominique Wolton au Cahier n°4 de Sol et Civilisation.

Nous nous sommes limités ici à son diagnostic.



La distinction est apparemment simple; le sol renvoie à la nature, la civilisation à la culture. Sauf que dans l'histoire de l'humanité, le sol a aussi toujours été une culture et finalement une civilisation. Et le paradoxe est que le XXI^e siècle verra le grand retour de la civilisation du sol et de toutes les cultures qui y sont liées, par opposition au modèle urbain du XX^e siècle. Non seulement parce que le déséquilibre ville-campagne est disproportionné et qu'il faudra bien le rééquilibrer au profit des campagnes, mais aussi parce que la population de 8 à 10 milliards d'individus obligera à revaloriser dans un monde ouvert et tout petit l'importance de l'agriculture et de la nature comme dimension économique, anthropologique et culturelle. C'est cela le grand renversement anthropologique : la question du sol, de l'agriculture, de la nature, est la nouvelle frontière de la civilisation technique des systèmes d'information triomphants.

La « loi » de l'Histoire

C'est peut-être le stéréotype scientifique, technique, économique, social, politique et culturel le plus résistant. Le progrès scientifique et technique augmente les rendements agricoles, permettant avec l'exode rural et le progrès économique de faire croître le secteur industriel, en attendant que celui-ci s'efface progressivement au profit du tertiaire, symbole du progrès dans toutes ses dimensions. La puissance et la modernité d'un pays se voient à la proportion de la population active dans le tertiaire, une très faible agriculture et un tissu industriel en perte de vitesse.

C'est seulement depuis 2008 que l'Occident, et l'Europe en tête, réalise l'erreur de la désindustrialisation et la nécessité de se

« C'est cela le grand renversement anthropologique : la question du sol, de l'agriculture, de la nature, est la nouvelle frontière de la civilisation technique des systèmes d'information triomphants. »

réindustrialiser. La même erreur concernant le « progrès » de la quasi-disparition du secteur primaire n'est pas encore parvenue à l'oreille de nos élites qui se demandent docilement si l'agriculture française ne pourrait pas avoir la même production et productivité avec moins de 300 000 paysans !

Toute cette « révolution des trois états » s'est imposée parce que depuis plus de deux générations les hommes, longtemps soumis à la nature et à la matière, ont identifié le progrès à l'idée de s'en détacher et ne plus vivre que dans un univers propre, urbain, sans travail pénible, et assis devant des ordinateurs, symboles du progrès et de la liberté !

L'écran, les RFID¹ et les nanotechnologies comme le cœur du progrès. [...] Le progrès ? Tous dans la ville, 24 heures sur 24 derrière les écrans, de la maternelle à la maison de retraite, avec les ouvriers pour animer les musées industriels et les paysans comme gardiens des paysages. Ceux-ci gérant par ailleurs la production et la vente des produits agricoles par ces mêmes ordinateurs qui, de leurs fermes et des réseaux, permettent de jouer avec les bourses mondiales d'Amérique, d'Asie, et demain d'Afrique et d'Amérique latine...

¹ RFID désigne la radio-identification, de l'anglais Radio Frequency Identification

L'impasse

Nous y sommes. Au nom de tous les progrès et de tous ces conformismes. D'autant que ce qu'il reste de paysans est accusé, en outre, au nom des valeurs écologiques dominantes, de « détruire » la nature et d'être les rois de la pollution. La stratégie du soupçon s'impose. Le monde agricole, considéré comme responsable et acteur de la destruction de la nature, est mis en cause par les vigilants écologistes.

Tout le monde soupçonne tout le monde mais l'internaute mondial, accusateur et justicier, ne sait plus ni monter un meuble ni bricoler ni même faire du jardinage, préférant acheter dans les magasins bio, chers, mais « naturels ». Le citoyen moderne, hyperbranché sur les réseaux, avide de vitesse et d'interaction dans un monde devenu tout petit, n'a de contact ni avec la nature ni avec la matière et s'émeut devant cette nature en vitrine. Le comble de l'innovation dans un univers totalement urbain est d'ailleurs de construire des murs végétaux... Il n'y a plus que le rythme technique, c'est-à-dire celui de la nanoseconde, de la vitesse absolue; celui de la nature est délégitimé et totalement abandonné. [...]



Mais c'est justement ce patrimoine culturel de la nature, dont le monde agricole est l'acteur depuis des siècles, qui est dévalorisé. Il ne reste qu'un espace urbain hyper-technicisé, et une sorte de nature naturante idéalisée par l'écologie devenue un grand « garden center ». Rien entre les deux. Certes, la réaction militante de l'écologie s'est, à juste titre, constituée contre l'industrialisation et l'exploitation intensive de la nature entre 1930 et 1980, mais tout ne peut se réduire à ce combat juste en grande partie, mais insuffisant. Autrement dit, il faut, entre la sauvegarde de la nature et l'urbain,



revaloriser la culture que représente cette nature travaillée par les hommes depuis des siècles. Hélas, le monde agricole se trouve maintenant lui-même trop peu représenté démographiquement et socialement pour intervenir dans l'espace des sociétés urbaines. Soit on le soupçonne d'avoir détruit la nature par tous les produits chimiques et autres, en oubliant le poids des industries et de toute une culture partagée par tous pendant un demi-siècle, soit on le perçoit comme un délicieux témoin du passé dont on a besoin quand on sort des villes. Mais on voit rarement l'agriculteur comme un acteur aussi central et « moderne » que par exemple l'internaute mondialisé.

Le déséquilibre au détriment de tout ce que représentent l'agriculture et la nature est trop fort. Et sans doute le principal paradoxe vient du fait que l'écologie, qui a contribué à revaloriser toute la problématique du rapport à la nature, ne s'est finalement pas accompagnée d'une revalorisation du monde agricole. Celui-ci est presque considéré aujourd'hui comme coupable, ou tout au moins suspect. En aucun cas comme un acteur essentiel du rééquilibrage à construire entre agriculture, industrie et services.

Ce qui devait être « les restes » d'une société et d'une civilisation à « gérer » devient les prémices du réexamen anthropologique indispensable à mener. Indispensable si l'on veut sortir d'une société réduite à des cités interminables, hérissées de tours où des milliards d'individus, immobiles, interconnectés, obèses ou obsédés par les régimes minceur, idéalisent une nature totalement domestiquée. Le même travail de déconstruction et reconstruction symbolique et culturelle est à mener à l'égard du monde industriel.

Celui-ci, après avoir été central pendant deux siècles, de l'économique au social, au culturel et au politique a été délaissé depuis une génération au profit de ce mythique secteur des services et des systèmes d'information, aujourd'hui identifié au progrès. En réalité, sauver l'altérité passe d'abord par une revalorisation de l'agriculture et de l'industrie, de la nature et de la matière. Sinon cet empire de signes que sont devenues nos sociétés basculera sur lui-même sous le poids de ses limites et contradictions. Nature, matière, signe sont les composants cognitifs, sensibles et humains à toute société. Sous peine d'un déséquilibre définitif.

Le deuxième défi, au-delà de cette revalorisation des mondes de la nature et de l'industrie, est sans doute de réaliser l'importance centrale du respect, largement insuffisant, en faveur de la *diversité culturelle*. À quoi servirait un monde où les diversités agricoles et industrielles sont réhabilitées sans que la diversité culturelle, c'est-à-dire celle des hommes et des sociétés, soit également respectée ? Ce qui est beaucoup plus difficile que de respecter la diversité de la nature ou de l'industrie...

Autrement dit, à l'occasion du réexamen de la place du monde agricole dans notre civilisation, et demain de celui du monde industriel, la question suivante est celle du respect à l'égard de la *diversité* des cultures et des sociétés. Respect d'une diversité humaine qui n'a finalement jamais existé dans l'histoire de l'Humanité...

La rationalité triomphante de la mondialisation, et des systèmes d'information, ne sonne pas le glas des visions rurales et industrielles du monde, mais souligne au contraire l'importance de réintroduire de l'*altérité*, là où progresse la logique du *même*. C'est le statut de l'altérité dans l'anthropologie politique et culturelle à l'aube du XXI^e siècle qui est en cause.

Et le monde agricole permet ici un étonnant pied de nez à l'Histoire. Le secteur le « plus ancien », celui qui devrait être « réduit » à l'essentiel et se faire oublier, devient au contraire le symbole de l'altérité à retrouver, pas seulement sur le plan économique et social, mais aussi culturel et politique. Ceci pour que la mondialisation soit autre chose qu'un impossible, et violent, processus de standardisation et de rationalisation. Que le plus ancien devienne le symbole de ce qu'il faut préserver et à faire cohabiter avec d'autres valeurs de la société est une belle « revanche » symbolique. ■



«Autrement dit, à l'occasion du réexamen de la place du monde agricole dans notre civilisation, et demain de celui du monde industriel, la question suivante est celle du respect à l'égard de la diversité des cultures et des sociétés. »

Préserver les lieux où peut se créer le lien social

Raymond Lacombe, fondateur de Sol et Civilisation

Article publié en 1997

Depuis 40 ans, l'administration centrale essaie, par divers moyens, de réduire fortement le nombre de communes dans notre pays. 36 000 communes, pour elle, c'est un non sens, d'où cet acharnement, direct ou indirect, par la voie législative, administrative ou financière à vouloir imposer une autre voie. Le schéma national d'aménagement du territoire devant être remis sur le métier, il paraît utile de préciser quelques lignes de réflexion de fond. Ma réflexion est davantage orientée sur le milieu rural, où les orientations à venir auront le plus d'incidence. Il est nécessaire de distinguer trois niveaux de responsabilité qui interfèrent et s'inscrivent sur des territoires pertinents :

- La communauté de vie : la commune ;
- La communauté de gestion : la coopération intercommunale ;
- La communauté de projet : le Pays.

Une communauté de vie

Les valeurs de la République auxquelles tous nos concitoyens sont maintenant attachés se vivent et s'appliquent d'abord à l'échelle de base de la communauté des hommes sur le terrain : au sein de la commune. La démocratie s'exerce d'abord là : là où les gens se connaissent, où ils se reconnaissent différents et complémentaires, là où l'autocontrôle est quotidien, même si cela ne se fait pas sans heurts.

Cette première communauté humaine de quelques centaines d'habitants, qu'on appelle la commune, est le premier échelon vital, essentiel à notre démocratie. C'est en quelque sorte l'assise et la sécurité de la République ; là où la vie en communauté se rode, se frotte aux réalités et s'humanise, car on ne peut pas ignorer l'autre qui est trop présent avec ses possibilités et ses réflexions. C'est là où se crée le lien social.

Ceci est si vrai que nous voyons bien les différences du vécu local entre les communes rurales et les grandes agglomérations urbaines. Une commune de 500 ou 1 000 habitants est une communauté humaine. Une commune d'un million d'habitants ne l'est pas. Cette première réflexion est fondamentale alors que, de toutes parts, on recherche de nouveaux repères de vie en commun. Au moment où la désintégration sociale et culturelle est un danger pour la République et la Nation, revenir à ces sources de bon sens, simples mais solides, est impératif. Les élus de la Nation doivent s'en imprégner avant de délibérer sur de nouvelles contraintes technocratiques incomprises du plus grand nombre.

La commune à échelle humaine est une structure clé de la République. Il est indispensable aujourd'hui que l'on réhabilite et que l'on reconnaisse ce premier degré de la communauté nationale.



Une communauté de gestion

Etant fortement imprégné de ce qui précède, on peut ensuite débattre de la nécessité de la vie en commun de ces communes. Leur petite taille rend difficile la gestion de nécessaires équipements lourds et de certains services. C'est là où il faut s'entendre sur la notion de coopération intercommunale. Actuellement dans les textes et les pratiques il y a ambiguïté. Deux mots sont à expliciter : coopération intercommunale ou supracommunalité.

La coopération intercommunale regroupe des unités autonomes qui, ensemble, à égalité de responsabilité, s'engagent et décident. Comme les agriculteurs au sein des CUMA (Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole) où un homme a une voix, une commune doit avoir une voix au sein d'une structure de coopération

« Plus que jamais chacun cherche des repères solides, un enracinement nouveau. »

intercommunale, quel que soit le nombre de ses habitants ou son potentiel économique. Il n'y a pas subordination de l'une à l'autre. Les valeurs de la commune de base restent déterminantes et décisives. Elles sont le fondement de cette nouvelle entité. La légitimité, la raison d'être de cette coopération interne trouvent leur source uniquement dans les compétences des communes. Il n'y a pas délégation de compétences, mais mise en commun de compétences. C'est de la coopération, de la solidarité intercommunale au vrai sens du terme.

La supracommunalité, c'est la délégation définitive de compétences à une structure nouvelle qui a ses objectifs et ses règles propres. Ainsi, les décisions sont prises par un conseil proportionnel au nombre d'habitants de chaque commune. Une commune importante peut quasiment avoir la majorité de direction au détriment des petites communes.

D'autre part, les aides publiques favorisant la supracommunalité sont d'autant plus importantes que l'on retire des compétences aux communes d'origine. Autrement dit, plus on réduit les attributions de la communauté locale plus l'argent abonde. On constate qu'aujourd'hui, lors de la création des communautés de communes par exemple, les incidences financières attendues déterminent largement la décision des élus. Si bien que cette sorte de "carotte alléchante" occulte complètement les débats sur les perspectives de projets et de gestion commune de ces projets. Par ces deux voies, à tenue, insidieusement, on vide la commune de base de

toute vie publique. Chaque mot détermine une orientation. Coopération inter-communale ou supracommunalité : deux politiques locales différentes.

Autant la coopération interne renforce, appuie la vie communale et déploie les possibilités de participation des populations locales, autant la supracommunalité étouffe, éteint la vie communale locale et éloigne les populations de la participation. La démocratie repose donc bien sur l'autonomie communale actuelle renforcée, complétée par une vraie coopération des communes entre elles, à égalité de responsabilité.

Une communauté de projet

Elle trouve son fondement dans la loi d'aménagement et de développement du territoire dans la notion de « Pays ». Elle se réalise en Midi-Pyrénées par la politique des « terroirs », dans d'autres cas par des réseaux de villes moyennes. Ici le projet et les réseaux priment, le territoire forcément multipolaire s'organise autour du projet. Le territoire représente une masse critique de population et d'activités. Pour définir ce projet commun, il faut relier les hommes, leurs activités et leurs associations, il faut relier les élus et les milieux socioprofessionnels. Ici on parle de fédérer et de contracter. À ce niveau là, il ne faut surtout pas institutionnaliser comme on a trop tendance à le faire en France, sous prétexte que c'est un lieu de pouvoir. Pour élaborer ce projet de territoire, il faut fédérer et réunir beaucoup de personnes de bonne volonté. Il faut se doter de moyens humains indispensables et de règles de fonctionnement. Il y a des lieux où l'on fait des propositions, des lieux où l'on négocie, enfin des lieux où l'on décide. C'est une nouvelle façon de vivre en commun qui s'ancre par le bas et surtout pas par le haut. Pour mettre en œuvre le projet, il suffit de s'appuyer sur les communes ou les structures de coopération communale existantes qui ont vocation à être maître d'ouvrage. Ici les relations contractuelles fondent les règles de fonctionnement.

Puissent les élus, en sages de la république, s'imprégner de ces valeurs afin de ne pas déstabiliser encore un peu plus ce pays et ses populations. Plus que jamais chacun cherche des repères solides, un enracinement nouveau. C'est peut-être là, dans ces communautés de base vivantes et réelles, que se trouvent certaines des vraies solutions. ■

La subsidiarité est une question d'actualité

Par Jacques Delors, Président Fondateur de Notre Europe

Article publié en 2001

Trois grands traits de notre monde placent cette notion au cœur des enjeux d'aujourd'hui : l'évolution mondiale, la construction européenne et la situation propre de la société française. Avant toute chose cependant, cette notion aux nombreuses dimensions est, à mon sens, étroitement liée à une philosophie de la personne dans la société et de sa responsabilité.

La mondialisation en cours se manifeste dans nos sociétés par une tension entre le global et le local. Alors que les responsables « pensent global » et expliquent le global, les citoyens, ceux qui veulent agir dans la société, « pensent local ». Cette distance est très certainement une des raisons du malaise de la démocratie, tout au moins dans les pays d'Europe occidentale : il faut rétablir un dialogue entre les uns et les autres.

Je suis atterré de voir de grands chefs d'entreprises expliquer aux Français, du haut de leurs stock-options, que « c'est comme ça parce qu'il y a la mondialisation » ! On peut comprendre l'affolement de certains face à de tels messages, même si l'on n'approuve pas leurs méthodes de protestation. Devant cette incompréhension réciproque, il me paraît indispensable de réintégrer la mondialisation, bonne ou mauvaise, dans notre mode de pensée. Dans son principe, comme l'orage ou le mauvais temps, celle-ci ne peut être totalement maîtrisée ; elle peut cependant être aménagée. Or, nous vivons dans une pensée unique qui mutile le débat, où triomphe l'idéologie du marché, de la main invisible. Il faudrait aussi réintroduire quelques mains visibles, comme on l'avait fait au lendemain de la guerre !

Il est tout à fait clair que l'une des causes du désintérêt pour la chose publique vient de l'impression, partagée par de plus en plus de nos concitoyens, que l'Etat national est non seulement inefficace, mais de toutes façons impuissant, et que par conséquent la politique « ne sert à rien ». Nous devons œuvrer pour tenir les deux bouts de la chaîne, le mondial - il faut l'assumer, mais avec des règles du jeu, et le local - il faut le préserver, le défendre et l'aider à se développer.

La fragmentation, par ailleurs, va de pair avec la globalisation : il y a actuellement à l'ONU trois fois plus d'Etats indépendants qu'il n'y en avait à la Société des Nations. Cette tendance traduit une quête d'identité nouvelle, le repli sur la proximité, l'affirmation de sa différence poussée à l'extrême, en réaction à la perte de repères, à la peur de l'uniformisation.

« Nous devons œuvrer pour tenir les deux bouts de la chaîne, le mondial - il faut l'assumer, mais avec des règles du jeu, et le local - il faut le préserver, le défendre et l'aider à se développer. »

Enfin, en ce qui concerne la nouvelle révolution industrielle, de multiples questions se posent, auxquelles, bien que j'aie étudié le sujet, je n'ai pas de réponse. Les nouvelles technologies de l'information vont-elles aider tous ceux qui défendent le développement des territoires ? Combien, grâce à elles, pourront travailler sur place, et vivre au pays ? Ne risquent-elles pas plutôt de sécréter une nouvelle sorte de centralisation, celle de la pensée et du pouvoir, une nouvelle fracture entre les riches et les pauvres ?

Construction européenne et subsidiarité

La grande Europe vers laquelle nous allons ne pourra pas atteindre les objectifs que s'étaient fixés les Pères de l'Europe. Je soutiens qu'elle peut cependant devenir un espace géopolitique qui parvienne à combiner la liberté de circulation des hommes, des biens, des services et des capitaux, le jeu du marché et un minimum de régulation. En 2020, si nous avons construit cette grande Europe avec des objectifs limités - mais raisonnables - par rapport aux traités de

Maastricht et d'Amsterdam, il sera possible de donner l'exemple d'un ensemble de 600 millions d'habitants capables de gérer leurs problèmes sans s'abandonner totalement au marché ou à la main invisible et sans oublier le reste du monde.

Aujourd'hui, plus encore peut-être que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans l'Union européenne, la perspective de l'élargissement de l'Europe vers l'Est inquiète le monde agricole et le monde rural, parce qu'il est évident qu'on ne la fera pas sans une nouvelle réforme de la Politique Agricole Commune. Dès lors, comment continuer de protéger la petite exploitation, tout en facilitant l'intégration des agricultures polonaises et hongroises, sans faire preuve d'égoïsme ni revenir au protectionnisme ? Ce n'est pas qu'un problème de réponse des Polonais ou des Hongrois. Ce n'est pas qu'un problème de financement. C'est une question beaucoup plus importante.

Le cadre juridique dans lequel s'exerce la subsidiarité au niveau européen est le protocole annexé au traité d'Amsterdam, qui modifie très peu celui adopté à Maastricht.

Il est fondé sur deux principes :

- Le principe de proximité, qui veut qu'on donne la priorité au niveau le plus proche possible des gens,
- Le principe de proportionnalité¹, selon lequel on traitera au niveau européen une question mieux traitée à ce niveau, mais avec des moyens justement proportionnés aux exigences de l'action.

Les autorités européennes (le Conseil des Ministres, le Parlement, la Commission)

¹ « Si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les Etats membres et s'ils peuvent, en raison des dimensions des effets de l'action envisagée, être mieux traités au niveau communautaire, ils doivent l'être à ce niveau »

« La subsidiarité est liée à un autre concept important, celui d'universalité. »

s'interrogent systématiquement sur la nécessité de l'intervention au vu de ces deux principes. Cependant, les difficultés d'interprétation sont très grandes.



La subsidiarité est liée à un autre concept important, celui d'universalité. Comment concilier l'aspiration des hommes à construire leur destin là où ils sont, avec des règles universelles qui garantissent à chacun la possibilité d'accéder au

travail global, au travail de citoyen ? La dialectique entre l'universel et le particulier, ou le global et le subsidiaire, est très difficile à gérer. Il ne faut jamais oublier l'un des deux.

C'est ce que nous avons tâché de faire en élaborant les politiques structurelles ou en introduisant la préoccupation environnementale : nous voulions provoquer, au plan local, de nouvelles militances, de nouvelles actions, de nouvelles initiatives, sans entrer dans le jeu constitutionnel des Etats. Nous voulions aussi écouter ce que nous diraient les acteurs du terrain et en tirer des enseignements, pour faire des règlements meilleurs et proposer des orientations plus adéquates.

En effet, il transparaît à travers cette lecture de la subsidiarité européenne quelque chose de très important, la réinvention du local. C'est sans doute le fait le plus passionnant pour l'Europe, car cela répond à de nouveaux besoins de la société. Ces initiatives locales mettent le doigt sur des besoins que les esprits macro-économiques ou macro-politiques ne pouvaient pas comprendre. C'est d'ailleurs un éloge de la subsidiarité, car ces besoins ne sont peut-être pas les mêmes dans la région A et dans la région B, dans la commune C et dans la commune D.

La subsidiarité est un défi pour la France

C'est un défi pour un pays où la commune, le département, la région, l'échelon national et maintenant européen se superposent.

C'est un défi pour un pays où le fin du fin en matière de décentralisation est le contrat État - Région, et où il n'y a pas de compétences dévolues à 100 % à l'échelon le plus bas.

C'est un défi, enfin, pour un pays qui souffre de la permanence d'une culture centralisatrice : combien d'élus locaux passent plus de temps à Paris que dans leur collectivité !

Comment peut-on, dans ces conditions, parler de décentralisation, de démocratie et de responsabilité ?

La France, aujourd'hui, est un pays où la subsidiarité n'a pas de sens.

Mais je ne crois pas qu'il faille désespérer : plus il y aura d'acteurs qui, au niveau local, revendiqueront leur responsabilité à gérer une partie des affaires dans le respect des collectivités nationales, plus la société pourra changer. Elle ne changera pas simplement d'en haut ; elle changera également d'en bas, et de ce point de vue la subsidiarité est un élément emblématique.

On discutera beaucoup de la subsidiarité à l'occasion de la réforme des institutions européennes et françaises. Pourtant, cela reste avant tout une question de philosophie de la personne, une question d'état d'esprit. C'est un immense credo de confiance en la personne qui suppose de sa part, en contrepartie, la découverte du sentiment de responsabilité personnelle.

On parle souvent de solidarité : il ne peut pas y avoir de société vraiment solidaire sans responsabilité, y compris de la part de ceux qui bénéficient de la solidarité. Cette notion de responsabilité est peut-être celle qui, aujourd'hui, fait le plus défaut.

Certains n'appliquent la subsidiarité que lorsque ça les intéresse : quand ils sont contre l'Europe,

quand ils sont contre la mondialisation, quand ils sont contre une décision de l'État, ils sont pour la subsidiarité ...

Ce sont de faux acteurs, des acteurs qui gâchent la cause. De même, la subsidiarité que nous défendons ne doit pas être synonyme de réflexes égoïstes, de tentation de repli sur soi, de refus de la mondialisation, de la grande Europe ou d'autre chose. Être pour la subsidiarité, c'est être cohérent avec soi-même ; accepter de vivre dans la mondialisation en se battant, continuer à nourrir l'espoir d'une Europe qui renforce vraiment ses marges de manœuvre, d'une France qui reste ce qu'elle est, mais qui sache remettre sa société en mouvement. ■

« Notre Europe » en quelques mots ...

Sous l'impulsion de Jacques Delors, qui a créé *Notre Europe* en 1996, l'association souhaite « **penser l'unité européenne** », c'est-à-dire contribuer à une union plus étroite des peuples d'Europe, comme l'explique sa Charte.

Elle participe aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions d'action. Elle a également pour objectif de promouvoir l'implication active des citoyens et de la société civile dans le processus de construction communautaire et l'émergence d'un espace public européen.

www.notre-europe.eu

T

RIBUNES LIBRES

Spéciales 20 ans de S&C

Par Pierre Méhaignerie, Parrain de Sol et Civilisation

Lorsque l'on m'a proposé de contribuer aux Tribunes de la Lettre de Sol et Civilisation pour les 20 ans de l'association, j'ai accepté avec enthousiasme. J'ai beaucoup d'amitié et de reconnaissance pour une équipe qui a su regrouper des sensibilités diverses mais unies autour de valeurs communes. En tant que fils et frère d'agriculteur, ingénieur agronome, ancien ministre de l'agriculture mais aussi maire d'une petite ville très solidaire de son environnement rural, Sol et Civilisation évoque pour moi de nombreux souvenirs. J'ai une pensée particulière pour Raymond Lacombe qui avait en lui cette fibre rurale et cette passion pour les femmes et les hommes du monde rural. Par ailleurs, l'association s'inscrit dans une réflexion sur les dynamiques territoriales en milieu rural, que je partage et défends.

Quelle pourrait être l'ambition de Sol et Civilisation pour demain ?

Aider au regroupement de toutes les associations, comités, syndicats qui réfléchissent et agissent localement dans le monde rural et qui, réunis, seraient davantage entendus et écoutés.

Diffuser les initiatives les plus intéressantes que ce soit France et en Europe en matière d'innovation dans les territoires. Ainsi, un excellent rapport « L'Etat social de la France, mise en perspective historique et géographique,

rapport 2010, ODISSEE » a démontré que si l'Île-de-France se situe au 1^{er} rang de l'ensemble des régions françaises pour ses performances économiques, elle se situe au 20^{ème} rang pour ses performances sociales.

« Je souhaite que Sol et Civilisation continue son action au service des territoires et des femmes et hommes qui les constituent. »

A contrario, ce sont les villes moyennes et les petites villes, qui ont su développer leurs territoires et sauvegarder, tout en les modernisant leur environnement rural, qui ont les meilleurs résultats en matière de performance sociale. C'est un enseignement à méditer et promouvoir.

Je souhaite que Sol et Civilisation continue son action au service des territoires et des femmes et hommes qui les constituent. Dans un monde confronté à de nombreux bouleversements, l'espace rural est de plus en plus perçu comme un bien public où il fait bon se retrouver.

Merci à Sol et Civilisation, merci à son président, M. Ledru, pour tout le travail accompli et pour tout ce qui nous reste à faire en faveur de nos territoires. ■

Par Daniel Prieur, Président du Groupe Monde Rural

Les Assises anniversaire des 20 ans de Sol et Civilisation ont marqué une étape importante pour nos organisations du Groupe Monde Rural (GMR) dans la mesure où elles actent un des changements majeurs dans l'histoire de la ruralité de ces 20 dernières années, à savoir une revitalisation globale des territoires. La situation reste contrastée car malgré cela, tous les territoires ne sont pas placés à la même enseigne. Certains continuent à connaître des difficultés démographiques importantes et sont en prises à une certaine dévitalisation.

Ce jour du 29 septembre 1991 a symbolisé la dernière grande manifestation des agriculteurs et du monde rural. Plus de 300 000 personnes réunies autour d'une idée, d'une volonté, d'une force ! Tous les acteurs du monde rural étaient au rendez-vous donné par les responsables agricoles. Le message porté est celui d'une ruralité qui doit rester vivante et que le déclin n'est pas une fatalité. C'est l'affaire de tous de faire vivre nos territoires ; ruraux et urbains doivent être unis dans la même préoccupation, c'est le fameux slogan « Pas de pays sans paysans » de Raymond Lacombe. La création de Sol et Civilisation qui s'en est suivie est un temps fort dans la mesure où de nombreuses personnalités imminentes de la République de droite comme de gauche se sont retrouvées pour parrainer l'association et lui donner un souffle nécessaire qui l'a accompagné jusqu'à aujourd'hui.

Aujourd'hui l'enjeu est de répondre aux défis actuels comme la mondialisation économique et l'environnement. Et sur ces sujets, j'ai vu évoluer l'Association vers des réponses concrètes à apporter aux territoires. Sol et Civilisation est pour le GMR ce que l'Inra est pour la Science et la recherche agronomique : un lieu de réflexion sur lequel chaque réseau peut s'appuyer pour animer leurs propres travaux.

Face à la mondialisation, recentrer l'homme au cœur de l'économie

Quand on voit les travaux de Sol et Civilisation sur l'économie territoriale ces dernières années, notamment aux Assises, il y a un fil rouge dans ses propos à savoir la nécessité de remettre l'homme au cœur des priorités. Cette nécessité est d'autant plus criante lorsqu'on voit la façon dont les différentes régions du monde peuvent parfois en souffrir.

L'agriculture est aussi un sujet qui a souvent été abordé par Sol et Civilisation. Ne serait-ce que par les valeurs défendues précédemment, le traitement du sujet est d'autant plus intéressant. En effet, il s'agit de savoir comment faire en sorte qu'une agriculture à taille humaine puisse faire vivre les agriculteurs et les territoires. Comment l'agriculture peut-elle contribuer à soutenir la croissance mondiale de la population tout en préservant les ressources naturelles ? Il

« Le message porté est celui d'une ruralité qui doit rester vivante et que le déclin n'est pas une fatalité. »

n'existe pas de solutions simples et définitives à ces questions, il est impératif d'avancer avec le plus grand nombre et de protéger les plus fragiles, ce qui revient à mettre

l'homme au cœur des préoccupations et semble être la voie la plus équilibrée.

Dans l'évolution de l'agriculture, on s'aperçoit que le métier d'agriculteur a énormément évolué, celui-ci est beaucoup plus « outillé » pour travailler sur son exploitation, on pense bien sûr immédiatement aux tracteurs et au matériel agricole. On ne pense pas que les progrès ont été significatifs sur d'autres voies également, comme par exemple l'informatique et les outils de gestion de l'exploitation. Par ailleurs, le métier d'agriculteur possède un caractère immatériel important car l'agriculteur est détenteur d'un savoir technique beaucoup plus poussé qu'avant. Grâce à cela, l'agriculture

est en train d'intégrer tous les défis qui lui sont posés tant en matière de protection de l'environnement que de gain de productivité. Tous ces progrès ne sont malheureusement pas suffisamment portés à la connaissance du grand public qui ne semble parfois retenir que les campagnes de dénigrement que conduisent certaines associations environnementalistes.

Beaucoup d'entre elles oublient que les agriculteurs et leurs familles sont depuis des siècles au cœur de la vie rurale, ils ne sont plus les uniques habitants et cela est une bonne chose. Le territoire est ainsi devenu le creuset pour toute une population porteur d'une identité ouverte, mais il est nécessaire qu'il y ait une agriculture vivante comme d'ailleurs une industrie compétitive au cœur des territoires ruraux.



Ces territoires doivent être défendus car il semble que ce qui permet la vie en milieu rural est souvent menacé ; les infrastructures, les services et les moyens de l'animation territoriale sont de plus en plus faibles. En France, comme d'ailleurs dans de nombreux pays du monde, les espaces alloués à l'agriculture s'amenuisent dramatiquement face à un étalement urbain parfois excessif. Nous sommes dans un État en prise avec des déficits budgétaires chroniques et où la question des moyens financiers va être posée ce qui implique qu'il va falloir être de plus en plus précis quant à la réponse apportée en matière de développement territorial.

Nous avons besoin d'un centre de réflexion comme Sol et Civilisation capable de construire un message, de le soumettre aux acteurs du monde rural et de le porter dans différentes instances, notamment auprès du GMR. La ruralité qui est de moins en moins défendue pourrait être facilement oubliée ou bien ses intérêts écartés s'il n'y a pas une structure comme Sol et Civilisation et des organisations telles que le GMR afin d'investir ces champs. ■

« Nous avons besoin d'un centre de réflexion comme Sol et Civilisation capable de construire un message, de le soumettre aux acteurs du monde rural et de le porter dans différentes instances (...) »

Le Groupe Monde Rural en quelques mots ...

Le GMR compte aujourd'hui 19 organisations, représentant le monde associatif, les organisations professionnelles et des associations d'élus locaux et territoriaux, oeuvrant toutes pour le développement des territoires ruraux.

Ses composantes s'appuient sur cette diversité et cette représentativité pour s'affirmer en tant que force de proposition et promouvoir une vision horizontale des enjeux liés à la ruralité.

Pour l'association, l'espace rural est une composante essentielle des politiques d'aménagement du territoire car il répond aux besoins de la société d'aujourd'hui et encore plus à celle de demain : biodiversité, bioénergie, paysage, espaces naturels, qualité de vie, production alimentaire, ...

www.groupeмонderural.fr

21èmes Assises de Sol et Civilisation 4 octobre 2012 à la FNCA, Paris

Thème : « Finances et Territoires »



Alors que le capitalisme financier montre ses limites et que nous recherchons de nouveaux leviers de croissance pour notre économie, remettre les finances au cœur de l'économie réelle et des projets des hommes représente à la fois un enjeu et un défi.

Cette journée, à travers d'exemples et de témoignages, cherchera à montrer comment la finance, sous de multiples formes, parfois originales, privées, semi-privées ou publiques, peut être au service des projets de territoire et pas seulement au service d'elle-même.

Retenez dès aujourd'hui sur votre agenda la date du 4 octobre !

Parution et vidéo



L'agriculture apparaît aujourd'hui au cœur de la plupart de nos débats de société : sécurité alimentaire, qualité de l'alimentation, gestion de l'environnement, mutations énergétiques, préservation des ressources naturelles dans nos territoires. Peut-on penser une société sans agriculteurs ? Divers auteurs éclairent cette question.

Pour plus d'informations et commander l'ouvrage, contactez nous :

mail : contact@soletcivilisation.fr

Tél.: 01 44 31 16 61

Prix : 15 euros (+ frais de port)

Consultez également notre site Internet, et retrouvez la vidéo des échanges entre Mickaël Poillion et François Thabuis, Jeunes agriculteurs et contributeurs du Cahier.

www.soletcivilisation.fr



Sol et Civilisation

5, rue Joseph et Marie Hackin – 75116 PARIS

Tél. 33 (0)1 44 31 16 61

Fax 33 (0)1 44 31 16 74

E-mail : contact@soletcivilisation.fr

www.soletcivilisation.fr

Directeur de publication : Michel LEDRU

Rédacteur en chef : Guillaume DHÉRISSARD

Coordinateur : Truong-Giang PHAM

Maquette : Karine VOLCLAIR

Crédits photos : Fotolia

Cette Lettre de Sol et Civilisation est tirée à 4 500 exemplaires